



CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment - Construction neuve

Île-de-France

France

Construction neuve

Bâtiment résidentiel

Construction

Logements mis en chantier

Situation à fin septembre 2021 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

-3,3% ▼

65 500 lgts

+8,2% ▲

387 600 lgts

Logements autorisés

Situation à fin septembre 2021 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

+14,5% ▲

73 500 lgts

+15,6% ▲

464 000 lgts

Commercialisation

Réservations de logements (indiv. + coll.)

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

-15,8% ▼

5 310 lgts

-9,8% ▼

23 217 lgts

Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

+9,2% ▲

23 787 lgts

-3,9% ▼

95 030 lgts

Prix des logements collectifs

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

+4,0% ▲

5 200 €/m²

+3,4% ▲

4 419 €/m²

Bâtiment non résidentiel

Bâtiment non résidentiel - construction

Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin septembre 2021 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+15,3% ▲

3 345 mill. m²

+2,0% ▲

25 233 mill. m²

Surface de locaux autorisés

Situation à fin septembre 2021 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

+0,3% ▼

4 175 mill. m²

+4,8% ▲

37 255 mill. m²

Bâtiment - Entretien-rénovation

Île-de-France

France

Entretien-rénovation

Activité en entretien-rénovation

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en volume

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

+0,6% ▲

+2,4% ▲

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en valeur

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

+5,1% ▲

+6,9% ▲

Perspectives d'activité en entretien-rénovation

Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

=

11,4 mois

▲

16,3 mois

Part des professionnels qui prévoit une hausse de l'activité d'entretien-rénovation

Pour le 4^e trimestre 2021 (évol 1 trimestre)

=

23%

=

26%

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

Île-de-France

France

Travaux Publics

Activité des entreprises TP

Activité récente

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)

▼ -25 ▼ -2

Perspectives d'activité des entreprises TP

Prévisions d'activité

Pour le 4^e trimestre 2021

▲ 27 ▼ 4

Carnets de commandes

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

+1,9 mois ▲ 8,9 mois 0,0 mois = 6,2 mois



Industrie des Matériaux

Île-de-France

France

Industrie de Matériaux

Production de Matériaux

Production BPE

Production de BPE entre janv. et sept. 2021 (évol 1 an), en m3

+9,3% ▲ 4 337 195 m3 +15,4% ▲ 30 856 819 m3

Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et sept. 2021 (évol 1 an), en milliers de tonnes

-6,2% ▼ 6 901 kt +12,8% ▲ 251 582 kt



Appareil de Production

Île-de-France

France

Appareil de production

Emploi

Emplois salariés dans la construction

A la fin du 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

+2,4% ▲ 342 054 sal. +2,8% ▲ 1 531 885 sal.

Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Septembre 2021 (évol 1 an)

+7,8% ▲ 25 783 ETP +3,3% ▲ 139 755 ETP

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

-4,6% ▼ 44 428 DEFM -10,7% ▼ 256 846 DEFM

Santé des entreprises

Créations d'entreprises

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

-23,7% ▼ 3 343 créations -8,1% ▼ 19034 créations

Défaillance d'entreprises

Au 3^e trimestre 2021 (évol 1 an)

-5,6% ▼ 255 défaillances -5,8% ▼ 1 143 défaillances

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS EN BAISSÉ

Les chiffres à fin septembre 2021 restent marqués par les conséquences de la crise sanitaire. Le nombre de logements commencés sur les 12 derniers mois (fin août 2020 – fin septembre 2021) est en baisse de -3,3% par rapport à la même période l'année précédente. Cette tendance à la baisse est nettement portée par la construction de logements collectifs neufs, le nombre de logements collectifs commencés étant en recul de près de -5% (-4,8%) sur les 12 derniers mois à la fin du 3^{ème} trimestre 2021, par rapport à la même période l'année précédente. Les chiffres de l'individuel pur et de l'individuel groupé, bien que positifs (respectivement +9,8% et +6,2%), demeurent en dessous de leur niveau d'avant crise (6400 logements individuels purs et 3000 logements individuels groupés mis en chantier sur les 12 derniers mois à fin septembre 2019, contre respectivement 5800 et 2400 mises en chantier à la fin du 3^{ème} trimestre 2021).

Au niveau des autorisations, la tendance est plus optimiste : les autorisations de logements connaissent une hausse de 14,5% sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021, avec 73 500 logements autorisés, contre 61 100 sur la même période l'année précédente. Ces chiffres sont toutefois à comprendre à l'aune de la période de comparaison (fin août 2019 à fin septembre 2020), comprenant le 1^{er} confinement de 2020, soit une période de forte baisse dans la délivrance des permis de construire. Au niveau des autorisations, la construction neuve de logements (3 500 logements autorisés à fin septembre 2021) demeure nettement moins dynamique qu'avant la crise (81 800 logements autorisés à fin septembre 2019).

En France métropolitaine, la construction neuve de logements est contrastée et varie en fonction des régions, témoignant de reprises post-crise sanitaire plus au moins fortes. L'Île-de-France et la Provence-Alpes-Côte-D'azur sont les seules régions de France métropolitaine (hors Corse) à témoigner de taux de croissance de leurs mises en chantier de logements négatives à la fin du 3^{ème} trimestre 2021.

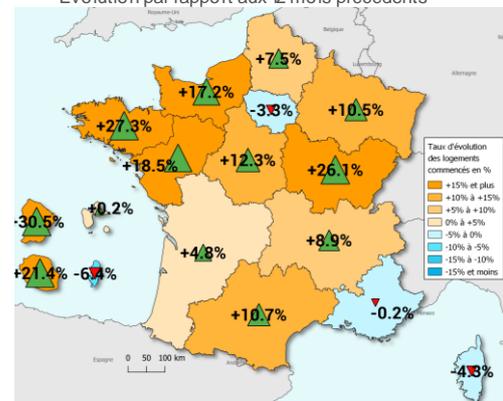
MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2021)

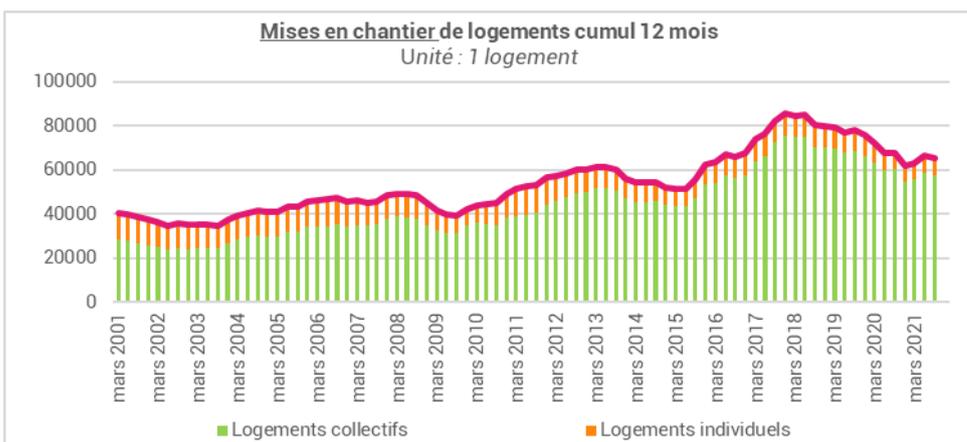
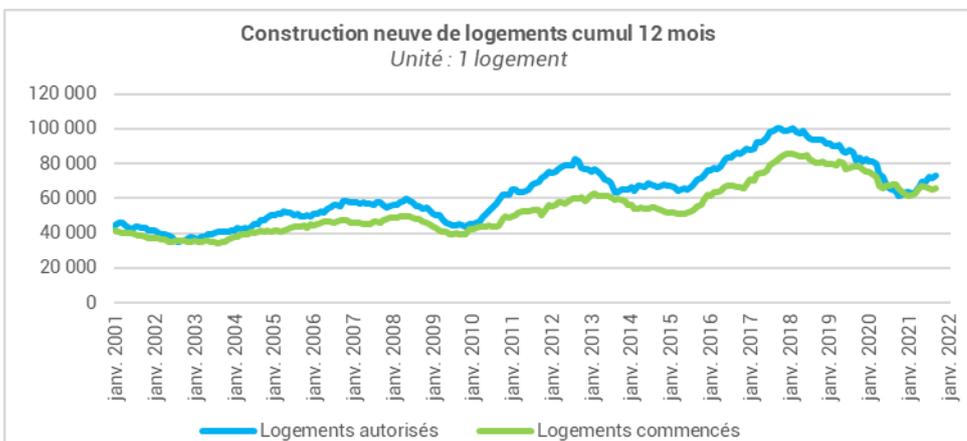
65 500 lgts

-3,3% ▼
(EVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin septembre 2021
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin septembre 2021 Evol 1 an	
Total logements commencés	65 500 lgts	-3,3% ▼
Dont individuels purs	5 800 lgts	+9,8% ▲
Dont individuels groupés	2 400 lgts	+6,2% ▲
Dont collectifs (y compris résidences)	57 300 lgts	-4,8% ▼
Total logements autorisés	73 500 lgts	+14,5% ▲
Dont individuels purs	7 400 lgts	+29,6% ▲
Dont individuels groupés	3 500 lgts	+27,7% ▲
Dont collectifs (y compris résidences)	62 500 lgts	+12,3% ▲



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2021)

73 500 lgts

+14,5% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

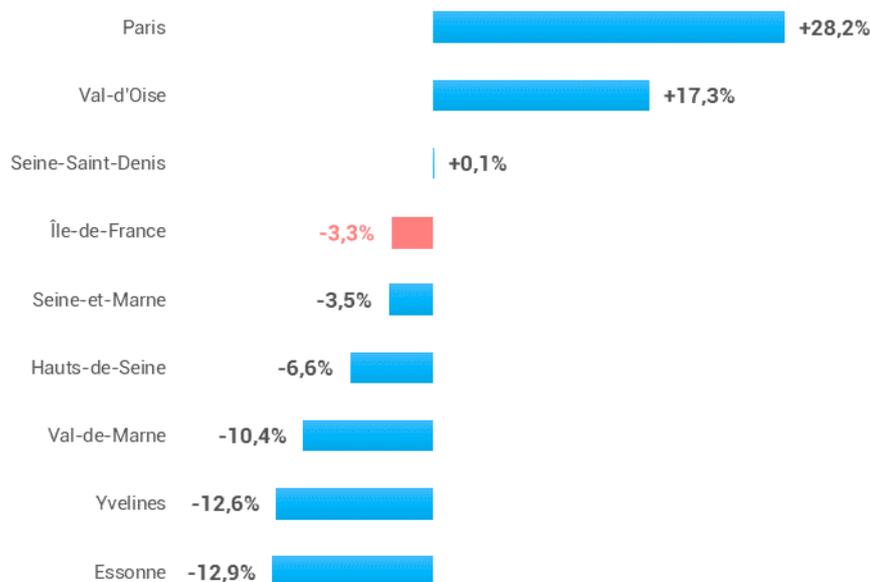
Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin septembre 2021

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin septembre 2021

Unité : % d'évolution à 1 an

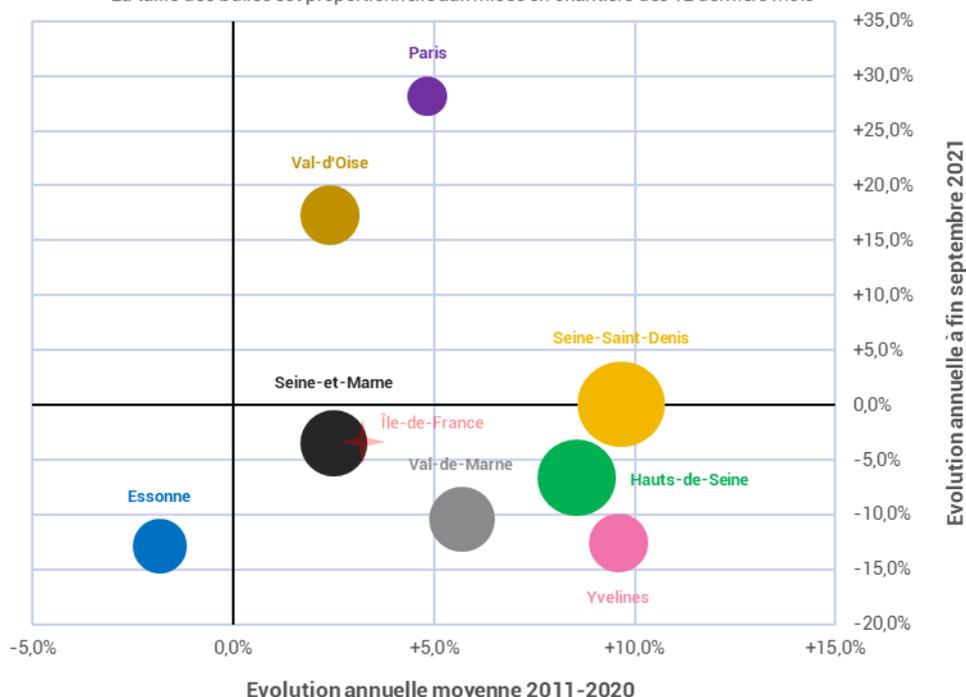
LA CONSTRUCTION NEUVE DE
LOGEMENTS : LES DÉPARTEMENTS
FRANCIENS INEGAUX DEVANT LA
REPRISE

L'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier en Île-de-France sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021 (par rapport à la même période l'année précédente) témoigne des mêmes disparités territoriales que les trimestres précédents. Ainsi, tandis que la Seine-Saint-Denis (+0,1%), la Seine-et-Marne (-3,5%) et les Hauts-de-Seine (-6,6%) témoignent de taux de croissance de leurs mises en chantier de logements à la fin du 3^{ème} trimestre 2021 concordants avec la moyenne régionale (-3,3%), les autres départements franciliens témoignent d'évolutions plus « extrêmes » sur les 12 derniers mois. Ainsi, l'Essonne (-20,0%), les Yvelines (-10,5%) et le Val-de-Marne (-10,4%) enregistrent des diminutions particulièrement importantes de leur construction neuve de logements (en termes de mises en chantier) sur la période allant de fin août 2020 à fin septembre 2021 (par rapport à la même période l'année précédente). A l'inverse, Paris et le Val-d'Oise sont les seuls départements à connaître le phénomène de rebond classiquement attendu après une crise. Ces départements voient leurs mises en chantier de logements exploser, avec respectivement +28,2% et +17,3% de mises en chantier entre fin août 2020 et fin septembre 2021, par rapport à la même période l'année précédente. Ce constat est globalement similaire à celui du trimestre précédent, exception faite de la Seine-et-Marne qui voit son indicateur chuter drastiquement par rapport à celui prévalent au dernier trimestre (+12,4% à fin juin 2020).

Les mises en chantier de logements
Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2011-2020

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



In fine, la crise sanitaire de 2020 semble n'avoir que peu remanié les disparités territoriales qui prévalaient avant cette dernière, exception faite de certains départements particulièrement dynamiques avant la crise (Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Yvelines). Les départements dont les mises en chantier sont les plus en baisse sur les 12 derniers mois sont également ceux dont la dynamique de la construction neuve de logements est la moins porteuse en moyenne sur les dix dernières années (2011-2020).

Note de lecture du graphique : A Paris, les mises en chantier de logements, cumulées sur un an, sont en hausse de 28,2% à fin septembre 2021 par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2011-2020), le nombre de logements commencés annuellement dans ce département est en moyenne d'environ +5% par an. La taille de la bulle correspond au nombre de logements commencés entre fin août 2020 et fin septembre 2021.

Source :

SDES, Sit@del2,
estimations à fin septembre 2021

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

LEGERE AMELIORATION DE LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS

Au 3^{ème} trimestre 2021, la commercialisation francilienne de logements collectifs montre une certaine amélioration. Avec 5 176 logements collectifs mis en vente ce trimestre, les mises en vente augmentent de +33% par rapport à la même période l'année précédente. Le stock de logements collectifs disponibles (22 826 logements à la fin du 3^{ème} trimestre 2021) connaît également une hausse en conséquence : +8,4% logements disponibles à fin septembre 2021.

En revanche, les réservations de logements sont toujours en baisse ce trimestre : avec à peine plus de 5000 logements réservés au 3^{ème} trimestre 2021, les réservations de logements collectifs ont diminué d'environ 16% par rapport à la même période l'année précédente. Cette baisse continue de la demande ne parvient toutefois pas à freiner la hausse des prix du logement francilien. Les prix de logements collectifs sont toujours sur une dynamique positive avec une augmentation de +4% au 3^{ème} trimestre 2021 par rapport au 3^{ème} trimestre 2020.

Il est à noter que les chiffres sur la commercialisation de logements collectifs neufs du 3^{ème} trimestre 2021 concordent avec la tendance de long terme constatée sur les 12 derniers mois, à fin septembre 2021. En effet, au cours des 4 derniers trimestre, les mises en vente de logements neufs sont globalement en hausse (+18,1%), contrairement aux réservations (-11,4%).

RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 3^e TRIM. 2021 (évol 1 an)

26 509 lgts

-11,4% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs collectifs	3 ^e trimestre 2021 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 176 lgts	+33,0%	▲
Réservations ⁽²⁾	5 060 lgts	-16,1%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	22 826 lgts	+8,4%	▲
Prix des logements collectifs	5 200 €/m ²	+4,0%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	24 636 lgts	+18,1%	▲
Réservations	26 509 lgts	-11,4%	▼

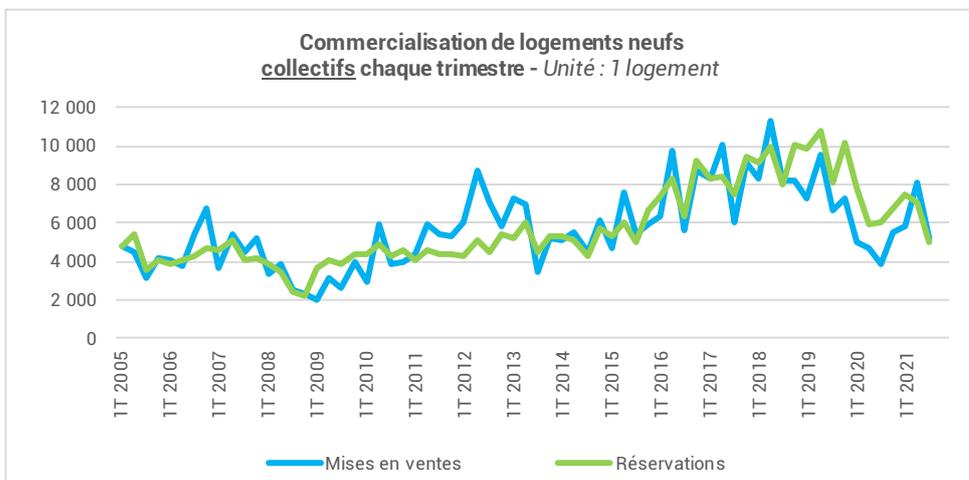
Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

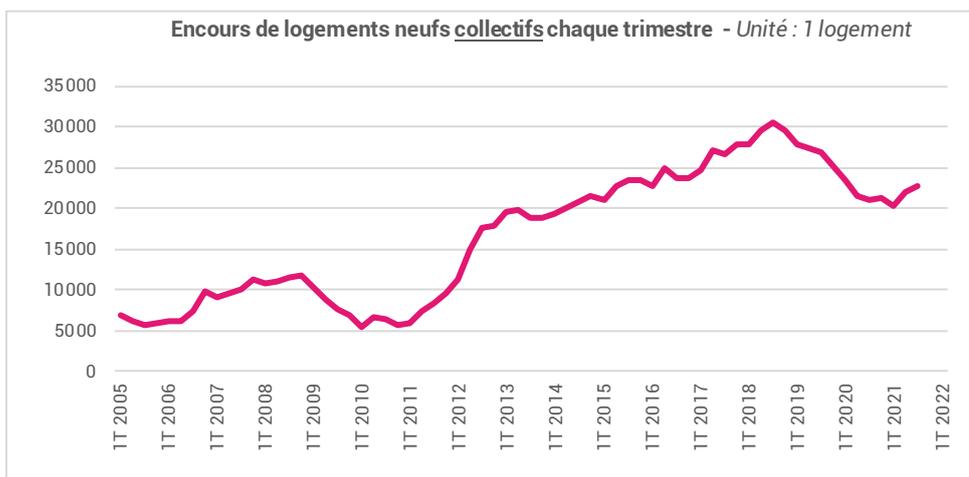
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

NOUVELLE TENDANCE POUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS NEUFS

La commercialisation de logements individuels neufs est en hausse au 3^{ème} trimestre 2021. Plus de 177 logements individuels ont été mis en ventes sur cette période, soit une augmentation de +43,9% par rapport au 3^{ème} trimestre 2020. Cette tendance à la hausse est d'autant plus visible sur longue période : au cours des 4 derniers trimestres les mises en vente de logements ont augmenté de +73,3% en Ile-de-France. Cette hausse des mises en vente de logements individuels a pour conséquence un accroissement naturel des stocks disponibles. Ainsi, 961 logements sont disponibles à la fin du 3^{ème} trimestre 2021, soit +32% par rapport à la même période l'année précédente.

S'agissant des réservations, la tendance reste à la baisse à la fin du 3^{ème} trimestre 2021, à la fois sur courte et longue période. Aussi, les réservations de logements individuels diminuent de -8,1% au 3^{ème} trimestre 2021 et de -8,6% sur les 12 derniers mois (fin août 2020 – fin septembre 2021), par rapport aux mêmes périodes l'année précédente. Ce recul de la demande ne suffit toutefois pas à faire baisser la forte pression sur les prix du logement francilien. Les prix des logements individuels augmentent de plus de 10% au 3^{ème} trimestre 2021 (par rapport au 3^{ème} trimestre 2020), en Île-de-France.

La commercialisation de logements neufs individuels	3 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	177 lgts	+43,9%	▲
Réservations ⁽²⁾	250 lgts	-8,1%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	961 lgts	+32,0%	▲
Prix des logements individuels	434 989 €/lot	+10,6%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	1 220 lgts	+73,3%	▲
Réservations	1 196 lgts	-8,6%	▼

Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

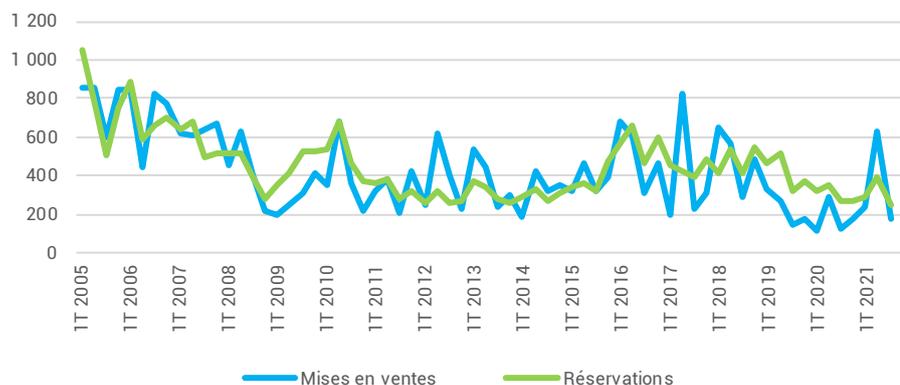
CUMUL 4 TRIM AU 3^o TRIM. 2021 (évol 1 an)

1 196 lgts

-8,6% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Encours de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION NEUVE DE BÂTIMENTS NON-RESIDENTIELS : REBOND DES MISES EN CHANTIER ET STAGNATION DES AUTORISATIONS

Sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021, le secteur de la construction neuve de bâtiments non-résidentiels témoigne de dynamique particulière, laissant apparaître deux tendances distinctes :

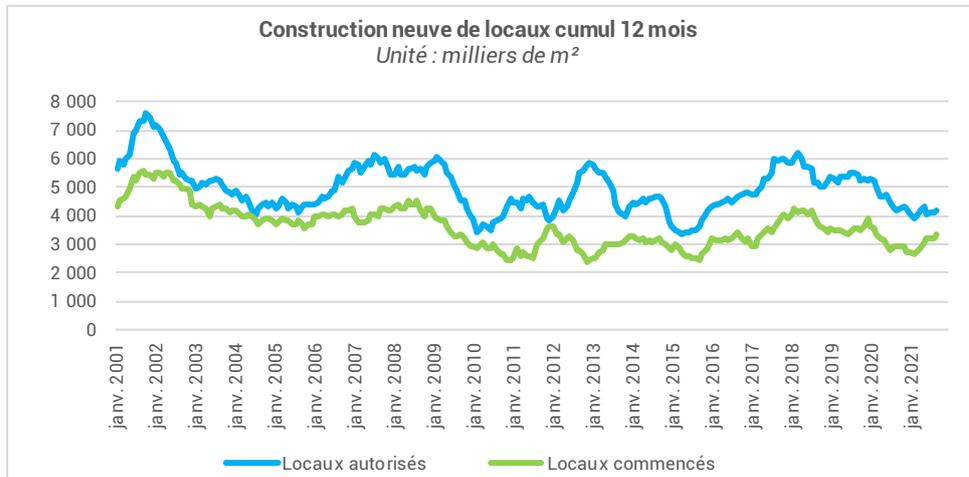
- un rebond au niveau des mises en chantiers, naturellement attendu après une crise transitoire
- une stagnation des autorisations, témoignant des effets à plus long terme de la crise sanitaire

Ainsi, sur la période considérée (fin août 2020 – fin septembre 2021), avec 3 345 milliers de m² de surfaces commencées, les mises en chantier de locaux ont augmenté de +15,3% par rapport au 12 mois précédant (fin août 2019 – fin septembre 2020). Par ailleurs, il est à noter que cette dynamique est plus marquée qu'au trimestre précédent (cumul sur les 12 derniers mois à la fin du 2^{ème} trimestre 2021), où les mises en chantiers de locaux augmentaient de seulement 6,2% par rapport à la même période l'année précédente (cumul sur les 12 derniers mois au 2^{ème} trimestre 2020).

Le constat au niveau des autorisations est totalement différent : le nombre de locaux autorisés sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021 stagne, par rapport à la même période l'année précédente (fin août 2019 – fin septembre 2020), pourtant marqué par le 1^{er} confinement et un épisode d'arrêt temporaire mais total de la délivrance des permis de construire. Ce phénomène, qui peut être mis en relation avec le développement du télétravail, laisse présager d'effets plus pérennes de la crise sanitaire sur la construction de locaux.

Au niveau national, la situation est particulièrement contrastée. Tandis que les régions du Nord-Ouest (Hauts-de-France, Normandie, Pays-de-la-Loire) et du Sud-Est (PACA), connaissent des baisses importantes de leurs mises en chantier de logements de fin août 2020 à fin septembre 2021 (par rapport à la même période l'année précédente), la majorité d'entre elle, comme l'Île-de-France, connaissent un rebond d'ampleur plus ou moins importante.

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2021 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	3 345 mill. m ²	+15,3%	▲
Total locaux autorisés	4 175 mill. m ²	+0,3%	=



MISES EN CHANTIER

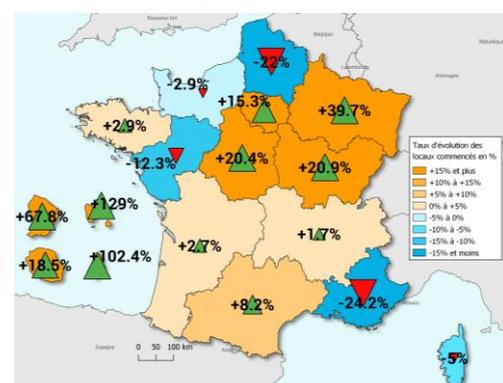
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2021)

3 345 mill. m²

+15,3% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin septembre 2021
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2021)

4 175 mill. m²

+0,3% =

(EVOLUTION 1 AN)

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION NEUVE DE BATIMENTS NON-RESIDENTIELS : DES DYNAMIQUES TRES HETEROGENES ENTRE LES SOUS SECTEURS

A fin septembre 2021, la construction neuve de locaux sur les 12 derniers mois connaît des dynamiques particulièrement hétérogène.

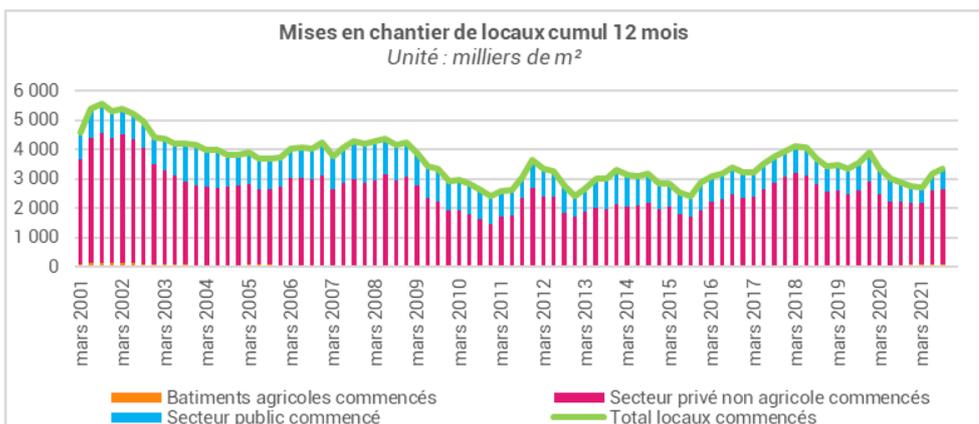
Au niveau des mises en chantier, la quasi-totalité des secteurs est affectée par la hausse des mises en chantier de locaux, avec plus ou moins d'ampleur. Le secteur des bâtiments agricoles en particulier, connaît une hausse inédite : 103 milliers de m² mis en chantier sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021, soit +60% de hausse par rapport à la même période l'année précédente. Au sein du secteur privé non-agricole, dont les mises en chantier connaissent une hausse de +17,7% sur la période considérée, les sous-secteurs connaissent des évolutions très contrastées. Tandis que les locaux industriels et les entrepôts témoignent de baisses (respectivement -13,8% et -5,3%) de leurs mises en chantiers de août 2020 à fin septembre 2021 (par rapport à la même période l'année précédente), les autres secteurs connaissent des augmentations de leurs mises en chantier d'ampleurs très variables. Le secteur public, enfin, connaît une hausse de ses surfaces de locaux commencés sur la période considérée positive mais inférieure à la moyenne tous secteurs confondus.

S'agissant des autorisations, le constat est totalement différent. Les différents secteurs et sous-secteurs de la construction de bâtiments non-résidentiels enregistrent des évolutions de leurs surfaces de locaux autorisés particulièrement disparates.

Les bâtiments agricoles connaissent une importante baisse (-6%) de leurs surfaces de locaux autorisés sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021 (par rapport à la même période l'année précédente), alors que pour le secteur privé non agricole la tendance semble stationnaire (-0,5%) sur la période considérée. Cette dernière cache cependant de très fortes disparités entre les sous secteurs (tendances négatives pour les autorisations de commerces, entrepôts et autres locaux et dynamiques positives pour les autorisations de locaux industriels et de bureaux). Le secteur public, quant à lui, enregistre une hausse (+4,6%) de ses surfaces de locaux autorisés sur la même période.

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	3 345 mill. m²	+15,3%	▲
Bâtiments agricoles	103 mill. m²	+60,0%	▲
Secteur privé non agricole	2 537 mill. m²	+17,7%	▲
Dont locaux industriels	192 mill. m ²	-13,8%	▼
Dont commerces	316 mill. m ²	+1,6%	▲
Dont bureaux	1 144 mill. m ²	+59,7%	▲
Dont entrepôts	596 mill. m ²	-5,3%	▼
Dont autres locaux	290 mill. m ²	+4,5%	▲
Secteur public	706 mill. m²	+3,7%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin septembre 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	4 175 mill. m²	+0,3%	=
Bâtiments agricoles	200 mill. m²	-6,0%	▼
Secteur privé non agricole	3 027 mill. m²	-0,5%	=
Dont locaux industriels	343 mill. m ²	+17,6%	▲
Dont commerces	383 mill. m ²	-9,3%	▼
Dont bureaux	1 185 mill. m ²	+7,1%	▲
Dont entrepôts	749 mill. m ²	-2,2%	▼
Dont autres locaux	368 mill. m ²	-19,6%	▼
Secteur public	948 mill. m²	+4,6%	▲



MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN SEPT. 2021)

3 345 mill. m²

+15,3% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

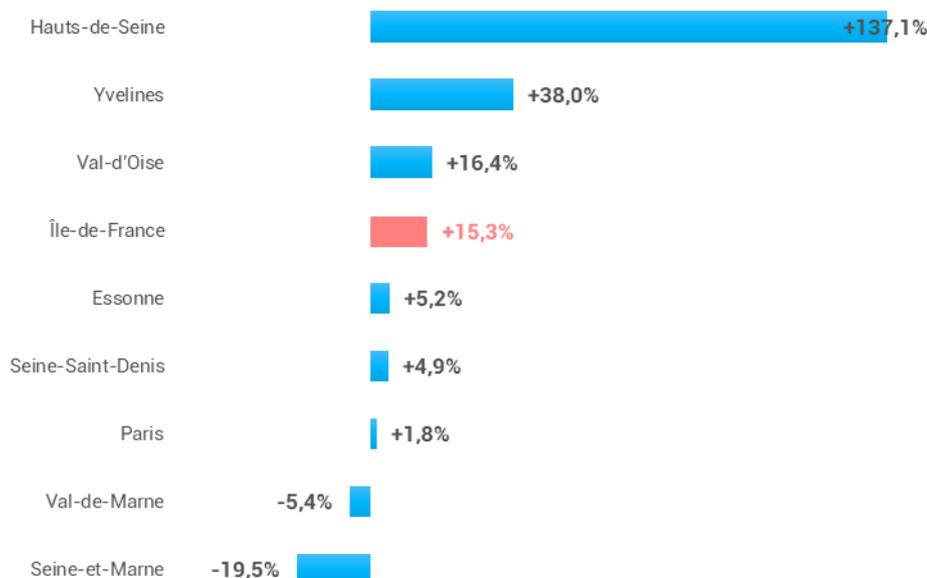
Avvertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin septembre 2021

Unité : % d'évolution à 1 an

LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX :
TENDANCE A LA HAUSSE ET DISPARITES

La construction neuve de locaux connaît des disparités territoriales plus grandes encore que celles du logement. Aussi, la moyenne régionale (+15,3%) n'est représentative de presque aucun département et consiste en moyenne de valeurs particulièrement disparates.

De manière générale, le territoire francilien peut être découpé en trois groupes :

- les départements qui connaissent un rebond très important de leurs mises en chantier de locaux sur la période considérée (fin août 2020 – fin septembre 2021), par rapport à la même période l'année précédente (+137,1% pour les Hauts-de-Seine et +38% pour les Yvelines)
- les départements enregistrant un rebond plus modeste de leurs mises en chantier de bâtiments non-résidentiels sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021 (+16,4% pour le Val-d'Oise, +5,2% pour l'Essonne, +4,9% pour la Seine-Saint-Denis et +1,8% pour Paris)
- les départements enregistrant une chute de ces dernières dans le même laps de temps (-5,4% pour le Val-de-Marne et -19,5% pour la Seine et Marne)

En fine, il semble que, comme pour la construction neuve de logements, la crise sanitaire de 2020 n'ait que peu remanié les disparités territoriales qui prévalaient avant cette dernière. A l'exception des Hauts-de-Seine, les départements dont les mises en chantier sont les plus en hausse/les moins en baisse sur les 12 derniers mois sont également ceux dont la dynamique de la construction neuve de locaux est la plus porteuse en moyenne sur les dix dernières années (2011-2020), et réciproquement. A titre d'exemple, les Yvelines, dont la dynamique sur longue période (2011-2020) est une des plus positives de la région Île-de-France (environ +9%), enregistre, sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021, de très bonnes performances en termes de locaux commencés (+38%). Seuls les Hauts-de-Seine connaissent, sur les 12 derniers mois, une dynamique à l'opposée de sa tendance de long terme.

Note de lecture du graphique : En Seine-Saint-Denis, les mises en chantier de locaux cumulées sur un an sont en hausse (+4,5%) à fin septembre 2021 par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2011-2021), les surfaces de locaux commencés annuellement dans ce département sont en moyenne en hausse de 14% par an. Pour finir, la taille de la bulle correspond au nombre de locaux commencés entre fin août 2020 et fin septembre 2021.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

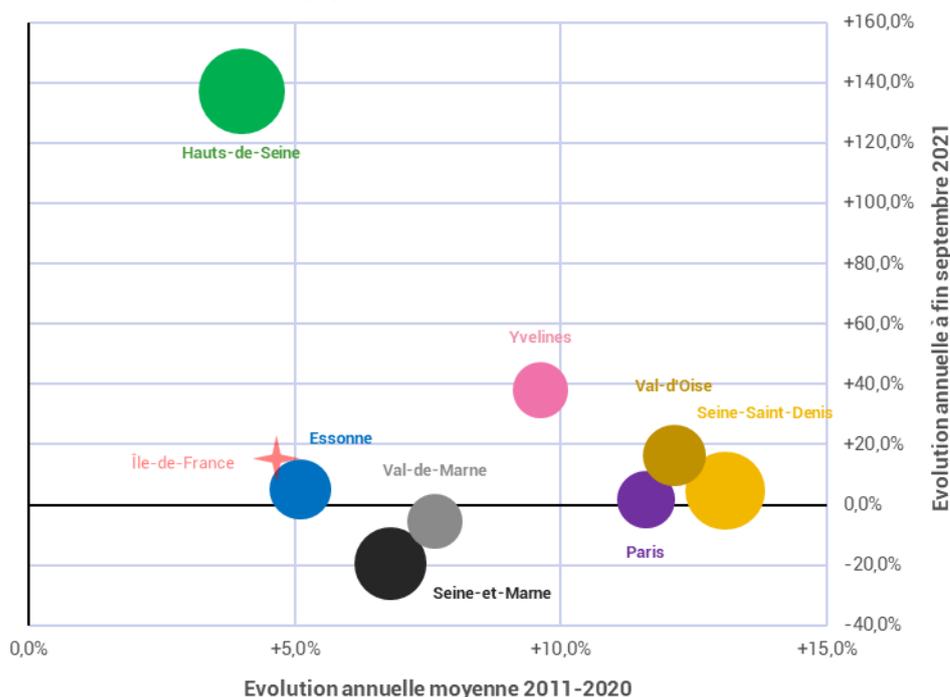
Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Les mises en chantier de locaux
Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2011-2020

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

ENTRETIEN-RENOVATION

CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VOLUME ET EN VALEUR AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

En Île-de-France, au 3^{ème} trimestre 2021, l'activité constatée d'entretien-rénovation est en hausse, bien que modeste, en valeur et en volume : +0,6% d'activité en volume et +5,1% en valeur par rapport à la même période l'année précédente (3^{ème} trimestre 2020). Ces taux de croissance sont moins élevés qu'aux deux trimestres précédents (respectivement +9,5% et +13,2% en volume aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2021). Cela s'explique par les différentes périodes de référence. En effet, tandis que les 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2020 s'inscrivaient dans un contexte de crise sanitaire (1^{er} confinement, arrêt et ralentissements des chantiers), le 3^{ème} trimestre 2020 était quant à lui marqué par la reprise post crise.

Au niveau national, la tendance est comparable : le 3^{ème} trimestre est marqué par une hausse de l'activité d'entretien-rénovation en valeur (+6,9%) et en volume (+2,4%) par rapport au 3^{ème} trimestre 2020, mais cette dernière est nettement moins marquée que les deux trimestres précédents. Cette dynamique se vérifie pour l'ensemble des régions de France métropolitaine (hors Corse). L'Île-de-France reste la région la moins dynamique en terme de croissance de l'activité d'entretien-rénovation au 3^{ème} trimestre 2021.

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	3 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an	
De logements		
Ile-de-France	+0,9%	▲
France	+2,8%	▲
De bâtiments non-résidentiels		
Ile-de-France	+0,6%	▲
France	+1,6%	▲

FOCUS : RENOVATION ENERGETIQUE

L'ACTIVITÉ DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN HAUSSE AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

Au niveau national, la valeur du solde d'opinion des entreprises concernant l'évolution des montants de facturation en entretien-rénovation au prochain trimestre (4^{ème} trimestre 2021) est positive et égale à +11, soit 7 points de plus qu'en Île-de-France sur la même période. Néanmoins, cette moyenne (+11) est peu représentative de la diversité des situations régionales et les soldes d'opinion des différentes régions sont très disparates. En effet, la situation au niveau national est particulièrement contrastée entre les régions, bien que toutes ces dernières enregistrent des soldes d'opinion positifs. A titre d'exemple, les régions Ile-de-France et PACA témoignent de soldes d'opinion nettement inférieurs à la moyenne nationale (respectivement +4 et +1). A contrario, les régions Bretagne et Pays-de-la-Loire enregistrent des soldes d'opinion bien supérieurs à la moyenne française (respectivement +23 et +20).

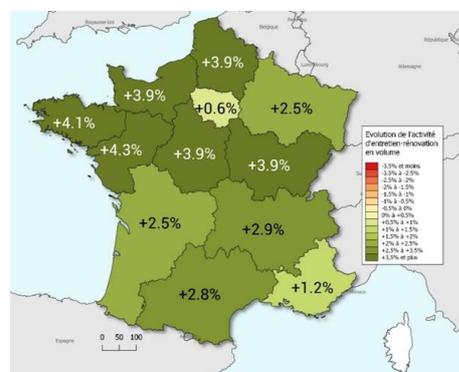
En comparaison avec ceux des autres régions de France métropolitaine, les professionnels du Bâtiment d'Île-de-France sont plutôt pessimistes quant à la reprise de l'activité d'entretien-rénovation au prochain trimestre (4^{ème} trimestre 2021), même si les indicateurs sont positifs et à la hausse par rapport au trimestre précédent.

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VOLUME AU 3^o TRIMESTRE 2021

+0,6% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VALEUR AU 3^o TRIMESTRE 2021

+5,1% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

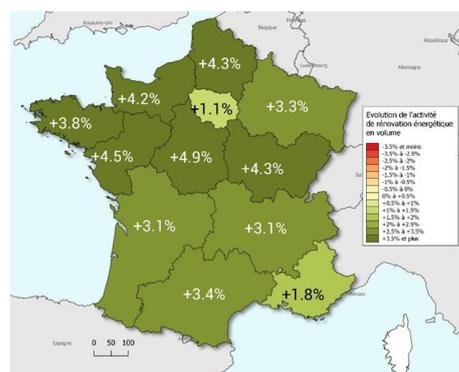


EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VOLUME AU 3^o TRIMESTRE 2021

+1,1% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN VALEUR AU 3^o TRIMESTRE 2021

+5,6% ▲
(EVOLUTION 1 AN)



Bâtiment - Entretien-rénovation

Perspectives d'activité

CARNETS DE COMMANDES

STAGNATION DU NIVEAU DES CARNETS DE COMMANDES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

En Île-de-France, les perspectives d'activité en entretien-rénovation pour le 4^{ème} trimestre 2021 sont relativement positives. A la fin du 3^{ème} trimestre 2021, 11,4 semaines de travail en moyenne sont garanties par les carnets de commandes des entreprises, en entretien-rénovation. Cet indicateur, comparable à celui du trimestre précédent (-0,1 semaine par rapport au 2^{ème} trimestre 2021), est en forte hausse par rapport au même trimestre l'année précédente (+2,4 semaines par rapport au 3^{ème} trimestre 2020). Par ailleurs, les carnets de commande en entretien-rénovation semble avoir renoué avec leur niveau d'avant crise sanitaire, les carnets de commandes au 3^{ème} trimestre 2021 étant plus remplis qu'à la même période, deux auparavant (+0,6 semaines par rapport au 3^{ème} trimestre 2019).

L'Île-de-France demeure en revanche la région de France métropolitaine ayant les carnets de commandes les moins bien remplis. En moyenne, à la fin du 3^{ème} trimestre en France métropolitaine (hors Corse) les entreprises disposent de carnet de commandes leur garantissant 16,3 semaines de travail, soit +4,9 semaines de plus qu'en Île de France. Par ailleurs, toutes les régions, à l'exception de l'Île-de-France et de la région PACA témoigne en moyenne de carnets de commandes garantissant aux professionnels du Bâtiment plus de 16 semaines, en entretien-rénovation.

OPINIONS DES ENTREPRISES

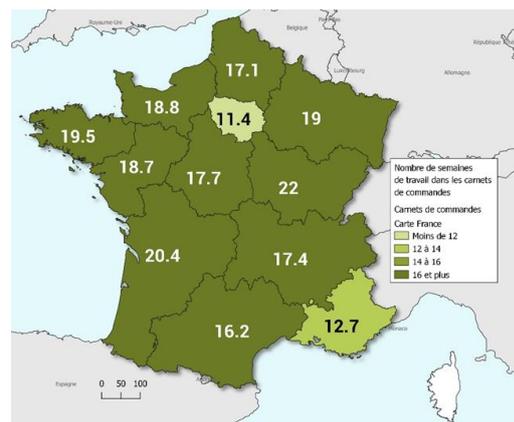
LES PROFESSIONNELS OPTIMISTES QUANT A L'ACTIVITÉ D'ENTRETIEN-RÉNOVATION DU 4^{ème} TRIMESTRE 2021

Les anticipations des professionnels du Bâtiment francilien pour le 4^{ème} trimestre 2021 sont mitigées. En effet, comme pour le 2^{ème} trimestre, la grande majorité des chefs d'entreprises estime que leur montant de facturation en entretien-rénovation au prochain trimestre sera stable par rapport au précédent. Par ailleurs, 23% des professionnels considèrent que ces montants seront en hausse au 4^{ème} trimestre, contre 19% les anticipent à la baisse.

Le solde d'opinion des professionnels concernant l'évolution anticipée des montants de facturation au 4^{ème} trimestre est positif mais faible (+4 points). Les professionnels du Bâtiment sont presque autant à estimer que leur montant de facturation en entretien-rénovation sera en hausse (par rapport au 3^{ème} trimestre 2021), que d'entreprises à considérer que ce dernier va diminuer. De manière générale, il ressort de ces opinions des chefs d'entreprises du Bâtiment francilien que les montants de facturation en entretien-rénovation du 4^{ème} trimestre 2021 seront comparables à ceux du 3^{ème} trimestre 2021. Cet indicateur (solde d'opinion sur les montants de facturation anticipés pour le prochain trimestre) est toutefois en hausse par rapport à celui prévalant au trimestre précédent (+1 pour le 3^{ème} trimestre 2021), et s'avère être le plus élevé de l'année 2021. De manière générale, les opinions des chefs d'entreprise du Bâtiment francilien sur leur montant anticipés de facturation en entretien-rénovation s'améliore de trimestre en trimestre sur toute l'année 2021.

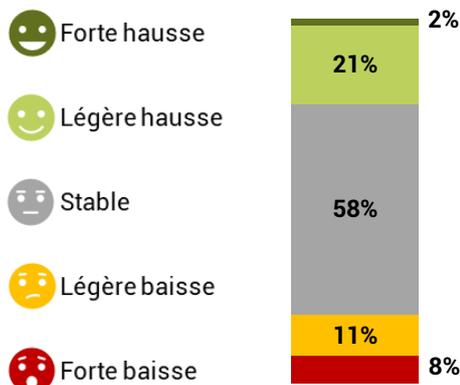
SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION A LA FIN DU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

11,4 =
(EVOLUTION 1 AN)



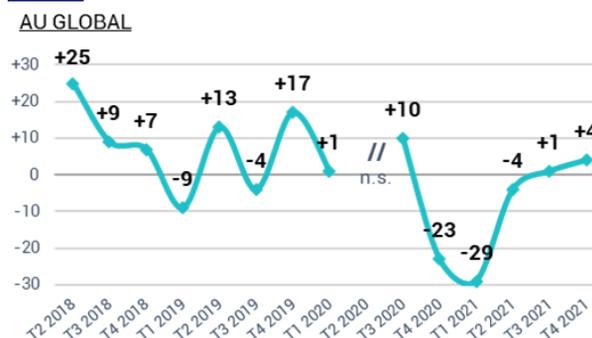
PART DES PROFESSIONNELS QUI PRÉVOIENT UNE LÉGÈRE OU FORTE HAUSSE DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN-RÉNOVATION POUR LE 4^{ème} TRIMESTRE 2021

23% =
(EVOLUTION 1 TRIM.)



Source : Réseau des CERC – Unité : % d'entreprises relevant du champ d'observation décrit dans la Méthodologie

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution prévue de leur montant de facturation au 4^{ème} trim. 2021



* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien-rénovation

Bâtiment - Entretien-rénovation

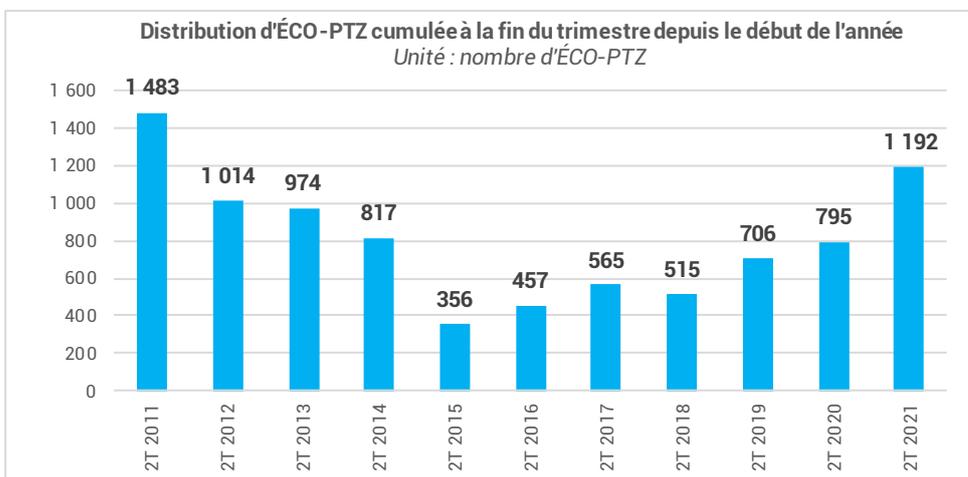
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

L'ECO-PTZ EN PLEIN ESSOR

Entre début janvier et fin juin 2021, les travaux liés à l'ECO-PTZ sont en très forte croissance en Île-de-France. : plus de 20,52 millions d'euros sont réalisés dans ce cadre sur cette période, soit +58,6% de plus que sur la même période l'année précédente (de début janvier 2020 à fin juin 2020). Le nombre de travaux liés à l'ECO-PTZ augmente également de manière très conséquente sur le 1^{er} semestre 2021. Avec près de 1200 prêts ECO-PTZ accordés sur les 6 premiers mois de l'année 2021, le nombre de prêts accordés a augmenté de moitié (+50%) par rapport au 1^{er} semestre 2020. Le nombre de prêts dispensés sur le premier semestre n'avait pas été aussi élevé depuis 2011, témoignant d'une réelle explosion du recours à ce dispositif.

Ce nouvel essor de l'ECO-PTZ peut-être mis en relation avec la simplification des modalités d'octroi du dispositif (assouplissement des conditions imposées aux demandeurs) mis en place au cours de l'année 2019 et les nouveaux efforts consentis par le gouvernement, dans le cadre de son Plan de relance pour favoriser l'activité d'entretien-rénovation de logement, et de manière plus générale, la transition énergétique.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 2 ^e trimestre 2021 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	20,52 M€	+58,6%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 192 ÉCO-PTZ	+49,9%	▲



LE PTZ+ EN CROISSANCE DANS LE NEUF ET DANS L'ANCIEN

Au 2^{ème} trimestre 2021, le nombre de prêt délivré PTZ+ est en forte hausse à la fois dans l'ancien et dans le neuf, par rapport à la même période l'année précédente (2^{ème} trimestre 2020). Avec plus de 3100 prêts délivrés dans le neuf et 125 prêts délivrés dans l'ancien, le recours au dispositif est en forte hausse avec respectivement +24,5% et +54,3% de hausse du nombre de prêts délivrés.

Ce développement est en partie dû aux efforts et aux incitations du gouvernement pour favoriser le recours à ce dispositif. Toutefois, la période de comparaison des taux d'évolution n'étant pas anodine, ces chiffres sont à interpréter avec précaution. En effet, le premier trimestre 2020 était quant à lui marqué par une forte baisse du recours au dispositif PTZ+, à la fois dans l'ancien et dans le neuf. In fine, le nombre de prêts délivrés est en baisse de prêt d'un quart (-23,7%) dans le neuf et en hausse de +19% dans l'ancien au 2^{ème} trimestre 2021 par rapport au 2^{ème} trimestre 2019.

Prêts à 0% PTZ+	2 ^e trimestre 2021 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	3 101	+24,3%	▲
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	125	+54,3%	▲

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS

ECO-PTZ

DE JANVIER À FIN DU 2^e TRIM. 2021

20,52 M€

+58,6% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

PRETS A 0% PTZ+

DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

EN 1 AN AU 2^e TRIMESTRE 2021

3 101 prêts

+24,3% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

ACTIVITE EN BAISSSE ET PREVISION A LA HAUSSE POUR LES TP FRANCIELIENS AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

Au 3^{ème} trimestre 2021, l'activité est en baisse dans le secteur des Travaux Publics franciliens. Le solde d'opinion des chefs d'entreprise TP est fortement négatif (-25) : il y a donc plus d'entreprises (25% du total des entreprises) qui considèrent que leur activité est en baisse au 3^{ème} trimestre 2021, que d'entreprises estimant que cette dernière est en hausse sur la même période. Il est à noter que cet indicateur est nettement plus faible qu'au trimestre précédent (+20 au 2^{ème} trimestre 2021 et inférieur à sa moyenne de long terme. Le solde d'opinion des professionnels sur leur activité récente est par ailleurs nettement plus faible que la prévision d'activité faite au 2^{ème} trimestre 2020, pour ce 3^{ème} trimestre (+17).

Les anticipations des chefs d'entreprises des Travaux Publics franciliens pour 4^{ème} trimestre 2021 semblent en revanche beaucoup plus optimistes : le solde d'opinion des professionnels est positif (+27) et relativement élevé. De ce fait, il y a plus de chefs d'entreprise (27% du total des entreprises) qui prévoient une croissance de leur activité pour le dernier trimestre 2021, que d'entreprises anticipant une baisse de leur activité sur la même période. A l'opposé des opinions sur leur activité récente, les anticipations des chefs d'entreprises sont plus positives ce trimestre qu'au précédent (+17 au 2^{ème} trimestre 2021) et nettement supérieur à sa moyenne de long terme.

S'agissant des effectifs, les chefs d'entreprises prévoient une augmentation des effectifs futurs et une stagnation des effectifs intérimaires futurs. On peut ainsi considérer que les entreprises comptent plutôt répercuter la hausse de l'activité qu'ils anticipent sur l'emploi salarié, plutôt que sur l'emploi intérimaire. Les soldes d'opinion sur les effectifs futurs sont supérieurs à leurs niveaux de long terme, à la fois pour l'emploi salarié et pour l'emploi intérimaire.

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 4 ^{ème} trimestre 2021	27	▲
Activité récente du 3 ^{ème} trimestre 2021	-25	▼

ACTIVITÉ RÉCENTE

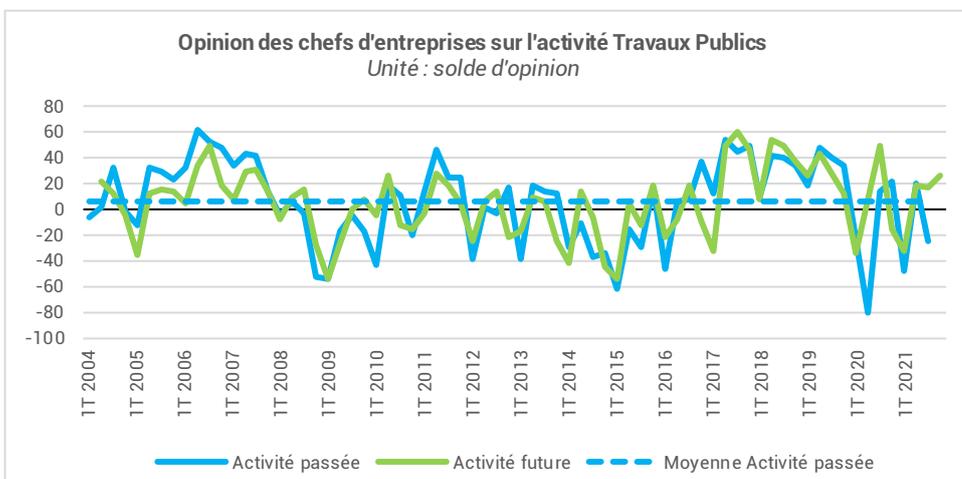
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^º TRIMESTRE 2021

-25 ▼

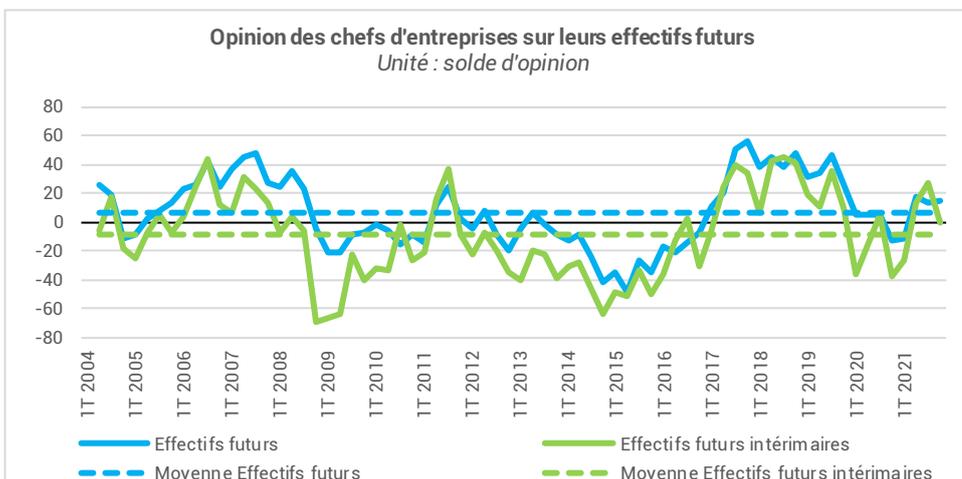
PRÉVISION D'ACTIVITÉ

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4^º TRIMESTRE 2021

27 ▲



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

DETERIORATION DES PRIX ET DES CARNETS DE COMMANDES ET HAUSSE DES DELAIS DE PAIEMENT

Au 3^{ème} trimestre, les carnets de commandes des entreprises de TP enregistrent un certain recul (-0,4 mois) par rapport au même trimestre l'année précédente (3^{ème} trimestre 2020). Les carnets de commandes restent toutefois relativement bien remplis, bien que légèrement inférieurs à leur moyenne de long terme : 8,9 mois en moyenne, à la fin du 3^{ème} trimestre 2021.

Le solde d'opinion des chefs d'entreprises concernant le délais de paiement est positif (+7) et en légère hausse au 3^{ème} trimestre 2021, par rapport au trimestre précédent (+3 au 2^{ème} trimestre 2021). Il est à noter que la valeur de cet indicateur reste toutefois nettement inférieure à ses valeurs antérieures, qui prévalaient avant crise sanitaire de 2020.

S'agissant des prix pratiqués, les soldes d'opinion des entreprises sont nettement négatifs au 3^{ème} trimestre 2021. C'est également le cas des anticipations pour le dernier trimestre 2021. Les chefs d'entreprises TP franciliennes estiment globalement que les prix pratiqués sont en baisse au 3^{ème} trimestre 2021, et qu'ils le seront également au prochain trimestre.

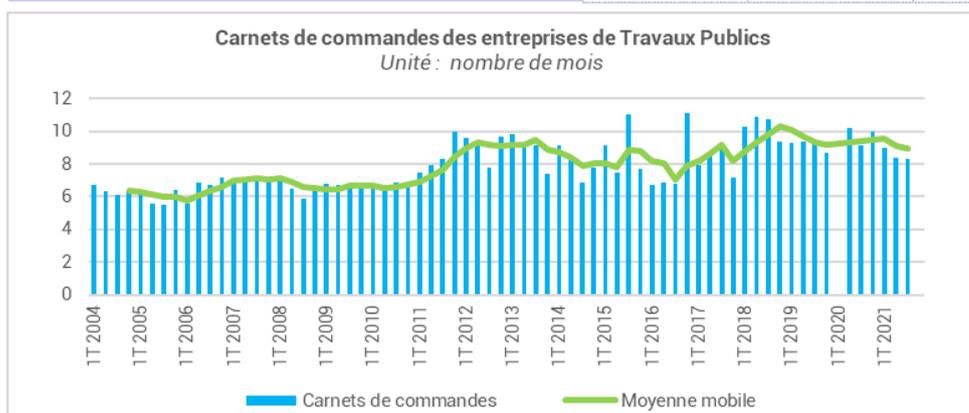
CARNETS DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

-0,4 mois ▼

CARNETS DE COMMANDES

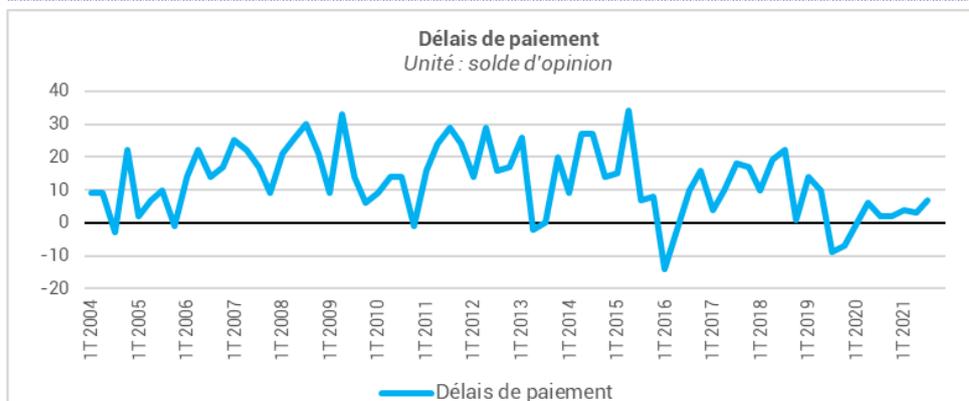
Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	3 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	8,9 mois	-0,4 mois	▼



Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	3 ^o trimestre 2021 - Evol 1 trim.		
Délais de paiement	+7		▲



DÉLAIS DE PAIEMENT

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

+7 ▲

Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre		
Prix pratiqués pour le 4 ^o trimestre 2021	-13		▼
Prix pratiqués au 3 ^o trimestre 2021	-16		▲

PRIX PRATIQUÉS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

-16 ▲

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

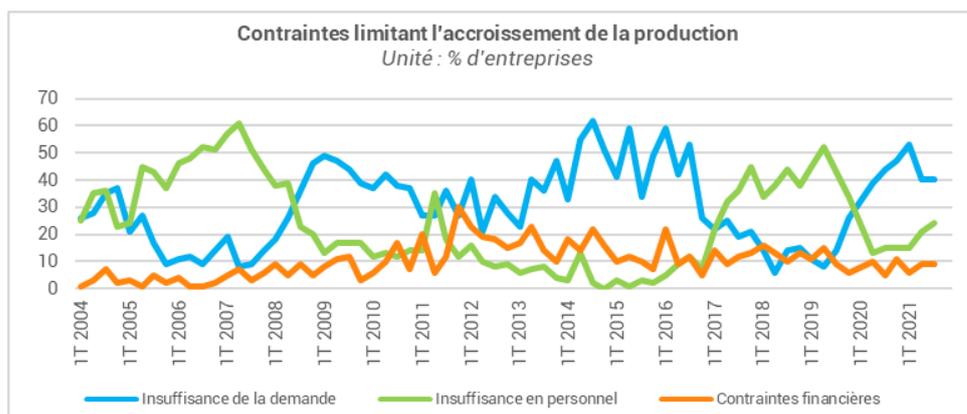
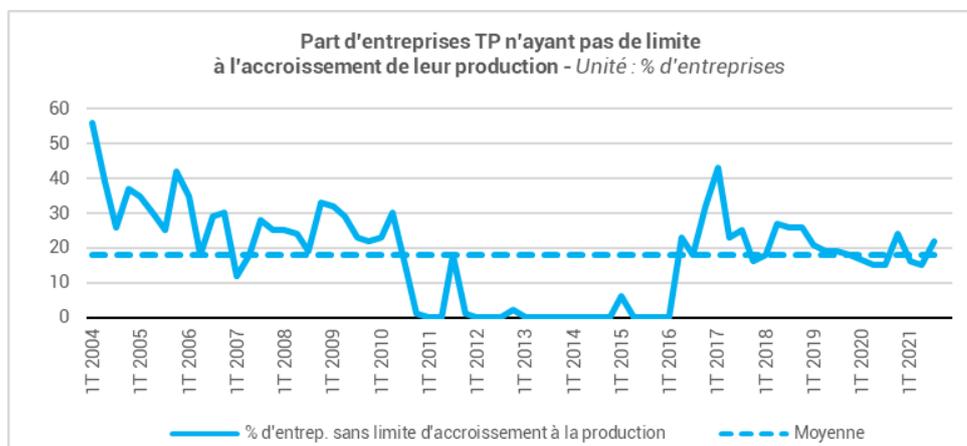
CONTRAINTES DE PRODUCTION

L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE COMME CONTRAINTE PRINCIPALE ET LES INSUFFISANCES EN PERSONNEL / MATERIEL COMME NOUVELLES CONTRAINTES

Au 3^{ème} trimestre 2021, 22% des entreprises de Travaux Publics franciliennes estiment ne rencontrer aucune limite à l'accroissement de leur production. Cette proportion est nettement plus élevée que l'année précédente à la même période (15% au 3^{ème} trimestre 2020, soit +7 pts) et qu'au trimestre précédent (15% au 2^{ème} trimestre 2021, soit +7 pts). La valeur de cet indicateur est supérieure à sa moyenne de long terme.

Pour les autres entreprises, la contrainte la plus prégnante reste l'insuffisance de la demande. Comme aux deux trimestres précédents, cette contrainte concerne 2 entreprises sur 5 (40%). Ceci est la conséquence directe de la chute de la commande publique ayant eu lieu en 2020, après une année électorale et une année de crise sanitaire. De nouvelles contraintes prennent toutefois de l'ampleur : l'insuffisance en personnel (24%), les insuffisances de matériel (9%) et les contraintes financières (9%) concernent plus d'entreprises qu'à 3^{ème} trimestre 2020, avec respectivement +9 points, +9 points et +4 points de hausse (en pourcentage d'entreprises concernées).

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	3 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entreprises)	22%	+7 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	40%	-4 pts	▼
Insuffisance en personnel	24%	+9 pts	▲
Contraintes financières	9%	+4 pts	▲
Conditions climatiques	1%	-11 pts	▼
Insuffisance de matériel	9%	+9 pts	▲
Autres facteurs	7%	-22 pts	▼



Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Matériaux

Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

PRODUCTION DE BPE ET DE GRANULATS : UN BILAN MITIGÉ

La production de matériaux de construction est en baisse pour le mois de septembre 2021. Avec 489 43 m³ de BPE et 763 kilotonnes de granulats produits, les productions de BPE et de granulats sont en baisse d'environ 10% chacune, au mois de septembre 2021, par rapport à la même période l'année précédente. Cette mauvaise performance peut s'expliquer par la période de comparaison (septembre 2020), marqué par le rebond de la production de matériaux de construction, pendant la reprise post crise sanitaire.

Toutefois, les chiffres sur les 9 premiers mois de l'année 2021 laissent également présager un manque de rebond général de l'industrie des matériaux de construction suite à la crise de la Covid-19, le secteur peinant à renouer avec son niveau de production d'avant crise. Aussi, avec 4 337 195 m³ de BPE produits, la production de béton prêt à l'emploi connaît elle hausse de moins de 10% (+9,3%) de sa production sur les 9 premiers mois 2021, par rapport à la même période en 2020, pourtant marqué par le 1^{er} confinement. La production de granulats, quant à elle, connaît une baisse de -6,2% en cumulé sur les 3 premiers trimestres 2021, par rapport à la même période l'année précédente, avec moins de 7000 kt de granulats produits (6901 kt). La dynamique qui prévalait sur les 5 premiers mois (cf. Note de Conjoncture du 2^{ème} trimestre 2021) ayant été particulièrement positive (+37,8% de BPE et +16,8% de granulats), il faut en conclure que le 3^{ème} trimestre 2021 n'a pas été à la hauteur du 3^{ème} trimestre 2020, en terme de production de matériaux de construction.

PRODUCTION DE BPE

entre janv. et sept. 2021

4 337 195 m³

+9,3% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS

entre janv. et sept. 2021

6 901 kt

-6,2% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

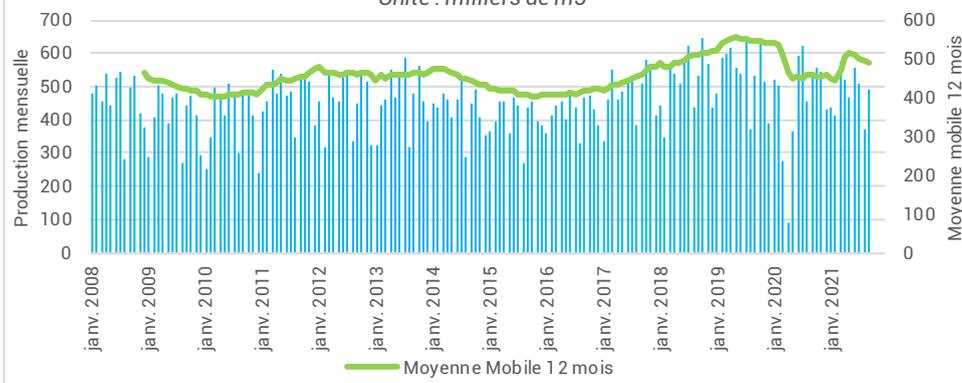
La production de matériaux - Evol 1 an

Production du mois

Production de BPE en septembre 2021	489 431 m ³	-10,0%	▼
Prod. de Granulats en septembre 2021	763 kt	-10,3%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et sept. 2021	4 337 195 m ³	+9,3%	▲
Production de Granulats entre janv. et sept. 2021	6 901 kt	-6,2%	▼

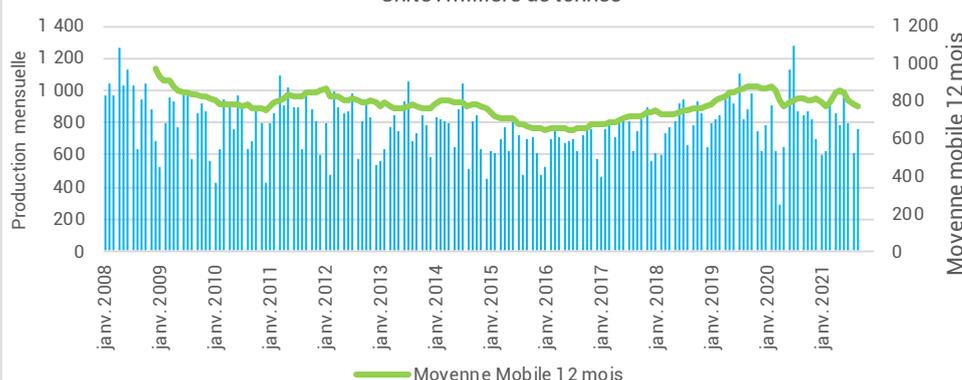
Production mensuelle de BPE

Unité : milliers de m³



Production mensuelle de granulats

Unité : milliers de tonnes



Sources :

UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

4 Appareil de production

Emploi salarié et intérimaire

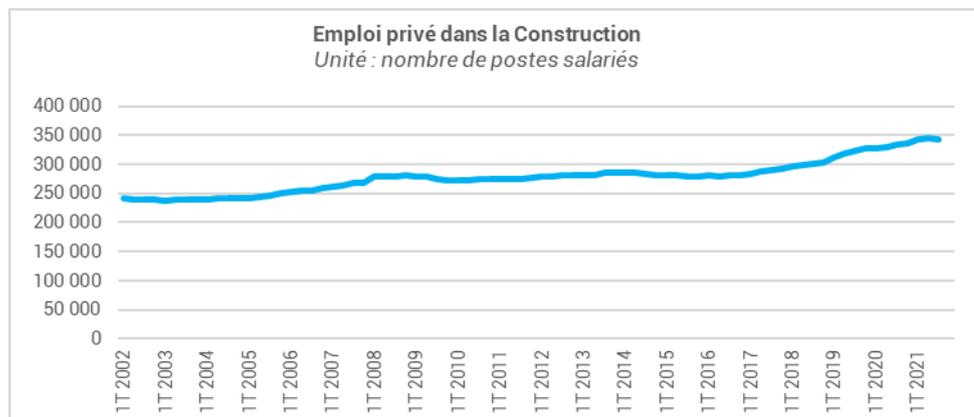
EMPLOI SALARIE

CROISSANCE DE L'EMPLOI SALARIE DE LA FILIERE CONSTRUCTION

Malgré la crise sanitaire de la Covid-19, la dynamique de l'emploi salarié qui prévalait avant crise n'a pas été remise en cause. En effet, l'emploi salarié demeure sur une tendance positive. Ainsi, au 3^{ème} trimestre 2021, l'emploi salarié connaît une hausse de +2,4% par rapport à la même période l'année précédente, pour plus de 342 054 postes de salariés pourvus. On peut toutefois remarquer un léger tassement de l'emploi salarié ce trimestre par rapport au précédent (-0,6% de baisse de l'emploi salarié au 3^{ème} trimestre 2021 par rapport au 2^{ème} trimestre 2021).

Cette tendance à la hausse prévaut à l'échelle nationale. En effet, le nombre de postes salariés dans la Construction est en hausse dans l'ensemble des régions de France au 3^{ème} trimestre 2021 (par rapport au 2^{ème} trimestre 2020). La croissance de l'emploi salarié de la région Île-de-France est comparable avec celles des autres régions de France métropolitaine, notamment celles de l'Est du pays, les régions de l'Ouest étant légèrement plus dynamiques.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	3 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	342 054 sal.	+2,4%	▲

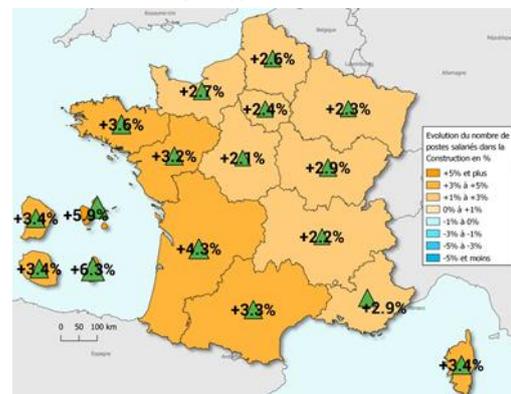


EMPLOI SALARIÉ AU 3^o TRIMESTRE 2021

342 054 sal.

+2,4% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 2^o trimestre 2021
Evolution par rapport au 2^o trimestre 2020



Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

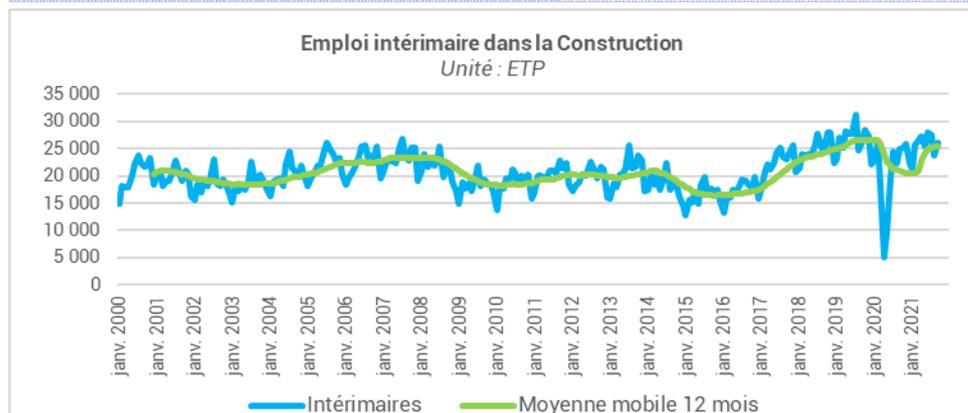
EMPLOI INTERIMAIRE

EMPLOI INTERIMAIRE DE LA CONSTRUCTION EN HAUSSE

En moyenne sur les 12 derniers mois à fin septembre 2021 (début octobre 2020 à fin septembre 2021), l'emploi intérimaire a cru de +21,0%, par rapport à la même période l'année précédente. Sur la période allant de début juillet 2021 à fin septembre 2021, ce dernier a cru de +7,8% par rapport à la même période l'année précédente (début juillet à fin septembre 2020) alors que cette dernière était marquée par un fort recours à l'emploi intérimaire (reprise post crise). Cette hausse est de +4,6% pour le seul mois de septembre 2021 (par rapport à septembre 2020).

Les chiffres sur 12 mois s'expliquent par la chute drastique de l'emploi intérimaire pendant le premier confinement de 2020 (mi mars 2020 - fin mai 2020), l'emploi intérimaire ayant joué son rôle de variable d'ajustement aux fluctuations de l'activité.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Septembre 2021 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Septembre 2021	26 118 ETP	+4,6%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Septembre 2021	25 783 ETP	+7,8%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Septembre 2021	25 373 ETP	+21,0%	▲



INTERIMAIRES CONSTRUCTION MOYENNE 3 MOIS À FIN SEPT. 2021

25 783 ETP

+7,8% ▲
(EVOLUTION 1 AN)

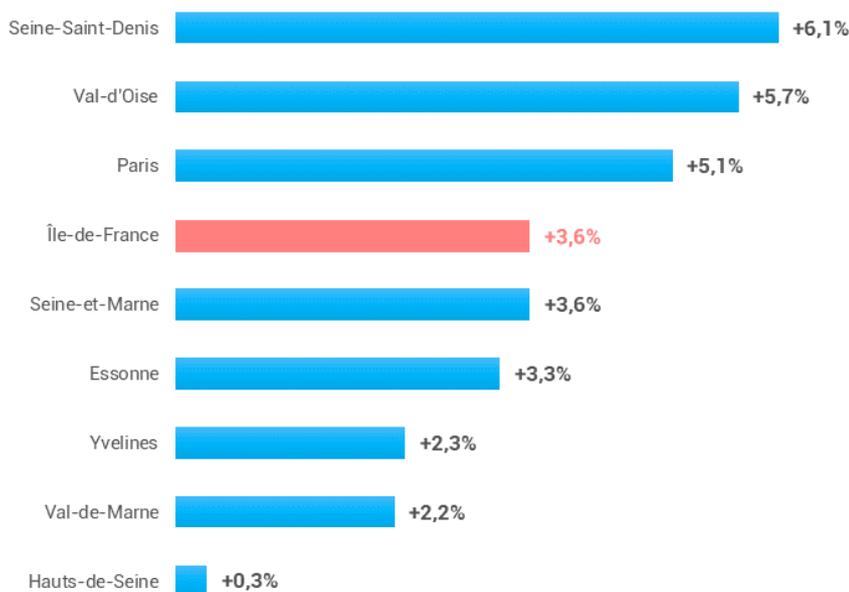
Sources :
DARES (données brutes – ETP)

4 Appareil de production

Emploi salarié et intérimaire

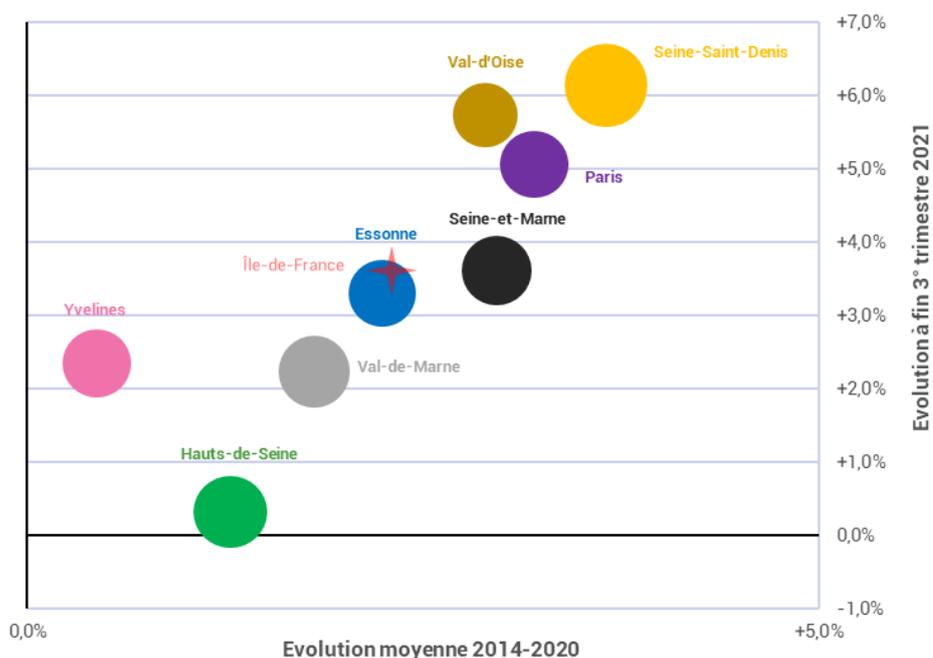
L'emploi salarié dans les départements moyenne du 4T2020 au 3T2021 / moyenne du 4T2019 au 3T2020

Unité : % d'évolution



L'emploi salarié Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



L'EMPLOI SALARIE FRANCILLIEN EN HAUSSE DE FACON QUASI-HOMOGENE

Sur les 12 derniers mois à la fin du 3^{ème} trimestre 2021, l'emploi salarié francilien a augmenté de +3,6% en moyenne en Île-de-France, par rapport sur la période l'année précédente.

Cette tendance à la hausse des effectifs salariés sur la période considérée se vérifie pour l'ensemble des départements franciliens. Par ailleurs, la grande majorité des départements connaissent des évolutions de leur emploi salarié d'ampleurs relativement peu différentes de la moyenne régionale, sur les 12 derniers mois à la fin du 3^{ème} trimestre 2021. Les taux de croissance des effectifs salariés des différents départements oscillent entre +0,3% et +6,1%. Aussi, la Seine-Saint-Denis (+6,1%), le Val-d'Oise (+5,7%) et Paris (+5,1%) connaissent des hausses de leur emploi salarié légèrement supérieures à la moyenne régionale et les départements de l'Essonne (+3,3%), des Yvelines (2,3%), du Val-de-Marne (2,2%) et des Hauts-de-Seine (+0,3%) enregistrent des augmentations inférieures à ladite moyenne. Cette tendance à l'homogénéité de l'évolution de l'emploi salarié, que nous avons déjà constatée à l'occasion de nos précédentes notes de conjoncture, trouve certainement son explication dans la grande mobilité géographique permise aux entreprises par les infrastructures de la région Île-de-France.

Par ailleurs, la crise sanitaire de 2020 ne semble pas avoir affecté les faibles disparités territoriales relatives à l'emploi salarié francilien : elle n'a pas bouleversé, les régions les plus dynamiques en terme d'évolution de l'emploi salarié étant les mêmes qu'en 2019. Ainsi, les évolutions comparées de l'emploi sur courte et longue périodes sont concordantes.

Note de lecture graphique : Dans les Yvelines, l'emploi salarié est en hausse de 2,3% sur les 12 derniers mois à la fin du 3^{ème} trimestre 2021. L'emploi salarié est également en hausse d'environ +0,5% en moyenne sur la période 2014-2020, dans ce territoire. La taille de la bulle correspond à la taille des effectifs de l'emploi salarié dans le département.

Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

4 Appareil de production Demandes d'emploi

RECU DES DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

En Île-de-France dans le secteur de la Construction, les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) connaissent une légère baisse au 3^{ème} trimestre 2021. Au total 44 428 demandes d'emploi en fin de mois ont été enregistrées entre début avril et fin juin 2021, soit une baisse de -4,6% des DEFM par rapport au 3^{ème} trimestre 2020. Il est cependant à noter que cette tendance à la baisse des DEFM est moins importante que la baisse constatée au trimestre précédent (-21,3% au 2^{ème} trimestre 2021) et moins importante que la diminution des DEFM, tous secteurs économiques confondus, pour le 3^{ème} trimestre 2021 (-7,4% par rapport à la même période l'année précédente, soit 3 points de plus que dans la Construction). Par ailleurs, bien que le niveau de DEFM au 3^{ème} trimestre 2021 (44 428 DEFM) soit comparable avec la moyenne mobile de cet indicateur, ce dernier reste nettement supérieur à son niveau d'avant crise (44 063 DEFM au 4^{ème} trimestre 2020).

Les demandes d'emploi du secteur de la Construction d'Île-de-France représentent 6% des DEFM de l'ensemble de l'activité francilienne.

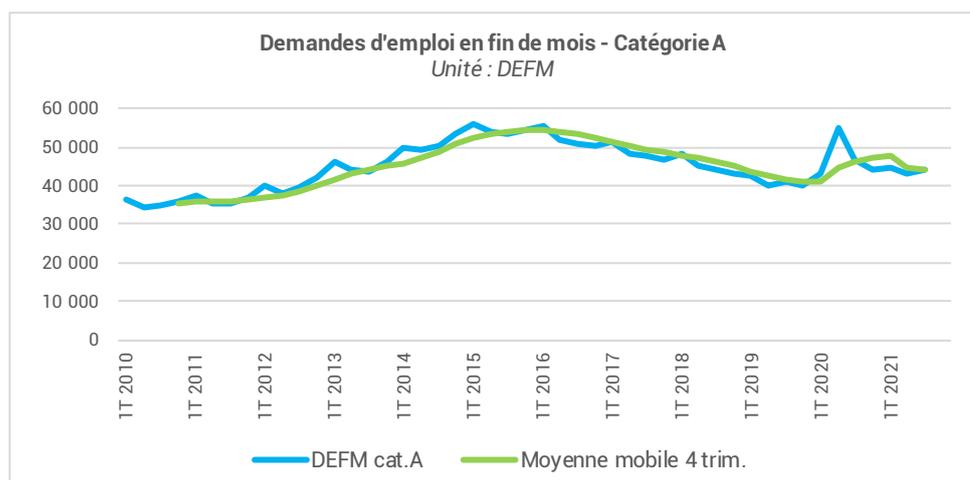
DEMANDES D'EMPLOI AU 3^º TRIMESTRE 2021

44 428 DEFM

-4,6% ▼

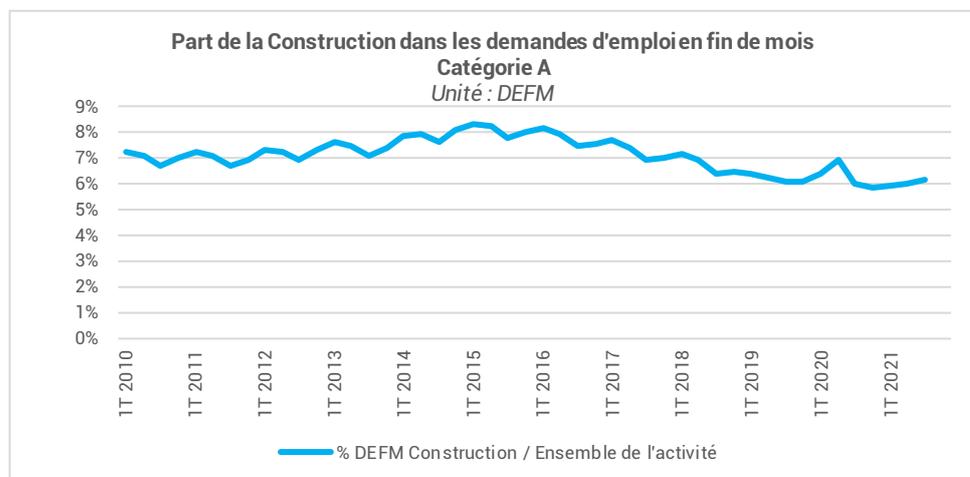
(EVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	3 ^º trimestre 2021 - Evol 1 an		
DEFM Construction	44 428 DEFM	-4,6%	▼
DEFM tous secteurs économiques	717 241 DEFM	-7,4%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



Sources :

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

4 Appareil de production

Créations et défaillances d'entreprises

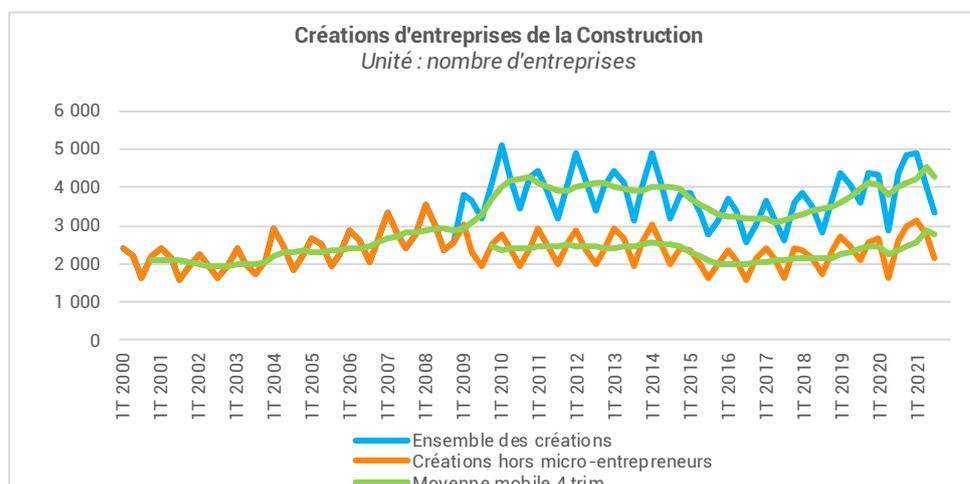
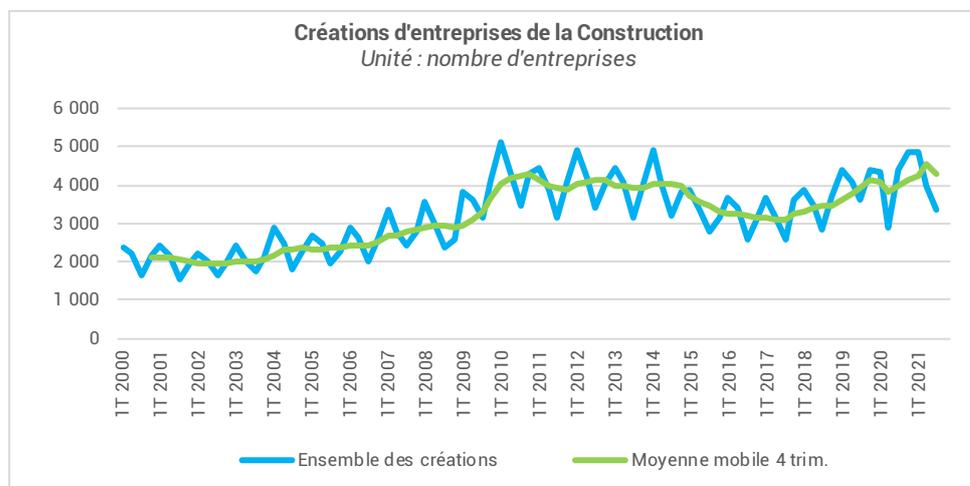
RECUL DE LA CREATION D'ENTREPRISES AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

Au 3^{ème} trimestre 2021, le secteur francilien de la Construction connaît une forte diminution de ses créations d'entreprises. Entre début juillet et fin septembre 2021, 3 343 entreprises de la Construction ont été créées en Île-de-France, soit une baisse de -23,7% par rapport à la même période l'année précédente (3^{ème} trimestre 2020). Cette tendance est similaire, bien que, légèrement moins marquée encore pour les créations hors micro-entreprises, qui ont reculé de près de -17,9% par rapport au 3^{ème} trimestre 2020 avec 2 149 entreprises créées.

Toutefois, il est à noter que ces chiffres peuvent s'expliquer par la période de comparaison (3^{ème} trimestre 2020) : la reprise post crise sanitaire. En effet, la création d'entreprises avait explosé à cette période, avec près de 4379 créations au cours du trimestre, soit une hausse de près +22% par rapport au même trimestre l'année précédente (3^{ème} trimestre 2019). Pour rappel, le nombre de créations entreprises était de 3 590 au 3^{ème} trimestre 2019 (année classique, hors crise sanitaire). Aussi, les créations d'entreprises au 3^{ème} trimestre 2021 sont en baisse de seulement -4,1% par rapport au 3^{ème} trimestre 2019. Elles restent inférieures à la moyenne mobile de long terme de cet indicateur.

Cumulées sur les 4 derniers trimestre à la fin du 3^{ème} trimestre 2021 (fin août 2020 – fin septembre 2021), les créations d'entreprises sont en hausse de +6,8% par rapport à la même période l'année précédente, avec plus de 17 000 entreprises créées en un an. Ce chiffre est plus important encore pour les créations hors micro-entrepreneurs : +16,7%, pour plus de 11 000 entreprises créées.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	3 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	3 343 créations	-23,7%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	2 149 créations	-17,9%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	17 062 créations	+6,8%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	11 020 créations	+16,7%	▲



CREATIONS D'ENTREPRISES

AU 3^o TRIMESTRE 2021

3 343 créations

-23,7% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

HORS MICRO-ENTREPRENEURS

AU 3^o TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

2 149 créations

-17,9% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Sources :
INSEE (données brutes)

4 Appareil de production

Créations et défaillances d'entreprises

UN REcul DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES A NUANCER AU 3^{ème} TRIMESTRE 2021

Les défaillances d'entreprises sont en baisse au 3^{ème} trimestre 2021, par rapport au 3^{ème} trimestre 2020. On dénombre 255 défaillances entre début juillet et fin septembre 2021, soit -5,6% de moins qu'au 3^{ème} trimestre 2020. En revanche, en nombre de salariés, les effectifs salariés des entreprises défaillantes augmentent de plus d'un tiers (+35,4%) sur la même période, avec 918 salariés concernés.

Il est à noter qu'une partie de cette hausse est due à la période de comparaison, à savoir le 3^{ème} trimestre 2020, marqué par une très forte diminution des effectifs des entreprises défaillantes (-67% au 3^{ème} trimestre 200 par rapport au 3^{ème} trimestre 2019). Cette dernière était notamment due aux mesures mises en place pendant et après le 1^{er} confinement, visant à soutenir l'emploi et les entreprises.

Sur les 4 derniers trimestres, les indicateurs relatifs à la défaillance d'entreprises sont positifs. Les défaillances d'entreprises diminuent de près de 22% (-21,9%) sur les 12 derniers mois (de fin août 2020 à fin septembre 2021) par rapport à la même période l'année précédente, pour un total de 1441 entreprises défaillantes. En nombre de salariés, ces défaillances concernent 4 638 salariés, soit une baisse de -13,1% sur la période considérée.

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	3 ^o trimestre 2021 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	255 défaillances	-5,6%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 441 défaillances	-21,9%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	918 salariés	+35,4%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	4 638 salariés	-13,1%	▼

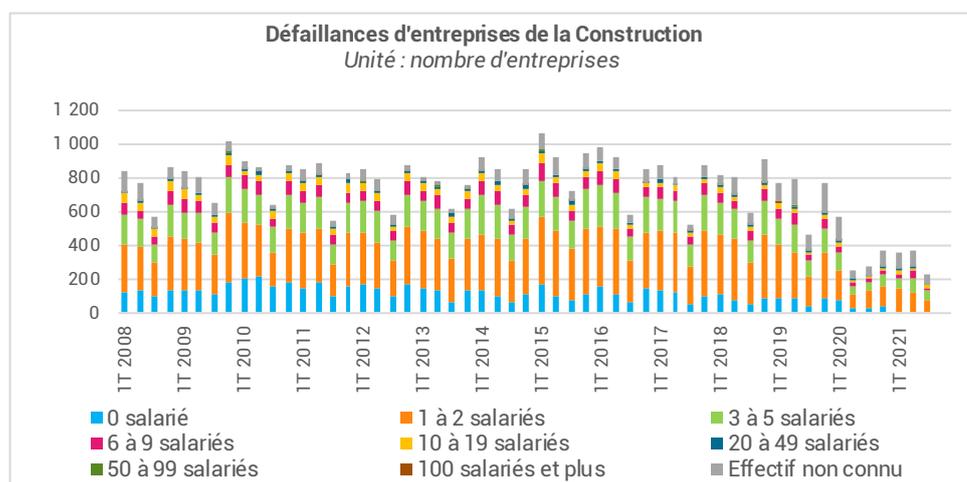
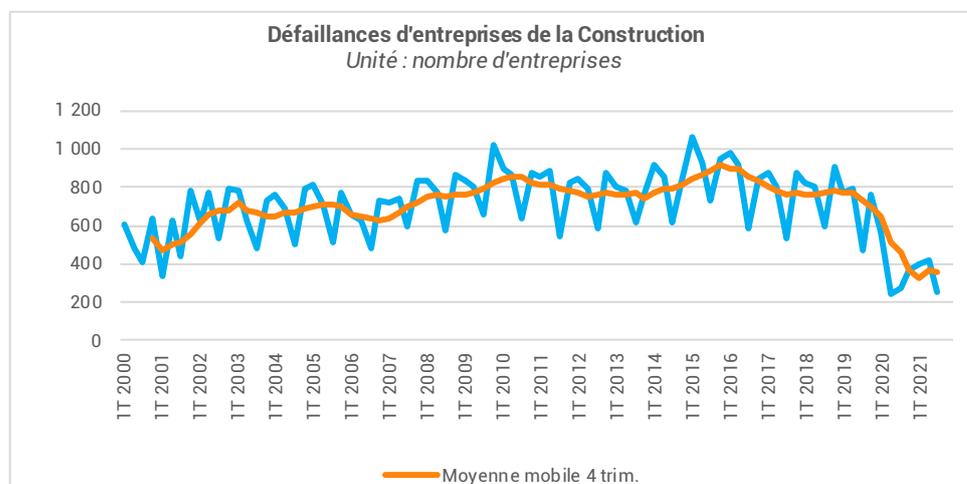
DES DÉFAILLANCES D'ENTREP. AU 3^o TRIMESTRE 2021

255 défaillances

-5,6%

(EVOLUTION 1 AN)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Région

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75 015 - Paris

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : fiona.danglard.cerc@gmail.com

Site internet : <https://cercidf.fr/>